

Allocution prononcée le 30 septembre 1986, par M. Ruud Lubbers, Premier Ministre des Pays-Bas, à l'occasion de l'ouverture de l'Année académique du Collège d'Europe à Bruges

"Et pourtant, elle tourne", tels sont les mots que Galilée, forcé d'abjurer, aurait prononcés il y a plusieurs siècles. Considérant le scepticisme qui règne en ce qui concerne les développements en Europe et l'évolution de l'Europe, je suis tenté de m'opposer à ce scepticisme en disant, paraphrasant Galilée: "Et pourtant, elle bouge". Car, si il est vrai que nous sortons d'une période caractérisée par le pessimisme, le scepticisme, la stagnation, l'eurosclérose et bien d'autres fléaux de ce genre qui nous avaient été prédits, je crois, en ce qui me concerne, qu'à la lumière du bilan des années écoulées, il est permis de soutenir que nous sommes bel et bien parvenus à des résultats concrets sur un certain nombre de points importants et que des perspectives s'offrent à nouveau à l'Europe. C'est précisément de ces perspectives que je voudrais vous parler aujourd'hui.

C'est parce que l'Europe me tient tellement à coeur et que j'entends placer nos efforts dans une perspective historique - toute réflexion sur l'avenir ne présuppose-t-elle pas une étude approfondie de l'histoire?

EMBARGO TOT

30 SEP. 1986 1 gg

que je tiens tout particulièrement à illustrer mes propos en rappelant que nous célébrons cette année le quatre-cent-cinquantième anniversaire de la mort d'Erasmus. Si je fais ce rappel historique, ici à Bruges, c'est parce que la première moitié du seizième siècle a marqué en gros la fin d'une période où cette ville a contribué aussi largement à l'édification des Pays-Bas et a été parmi d'autres à l'origine d'une situation où les puissants de l'époque se sont mis à considérer la Flandre comme un important centre d'influence politique.

Par ses écrits et par ses idées, Erasmus s'est fait une réputation d'humaniste et de chrétien. Et c'est précisément en cette double qualité qu'il tient une place aussi importante dans l'histoire de la civilisation européenne. Se livrant à une analyse critique, il a démythifié des tabous, et, dans le droit fil de la tradition de la Renaissance, il a souligné l'importance de la responsabilité propre de l'homme.

Erasmus a entretenu des relations étroites avec les savants et les centres de la culture et de la science dans différents pays d'Europe. Paris a certes occupé une place importante dans sa vie, mais pas plus que les contacts qu'il a eus en Angleterre, en particulier avec Thomas More. Et c'est finalement à Bâle qu'il mourut, une ville où florissait l'imprimerie, à laquelle il devait tant, une ville où il pouvait trouver d'une certaine manière un dernier îlot de tolérance. Car la tolérance était une de ces valeurs auxquelles Erasmus

était extrêmement attaché. Toutes ses critiques adressées au pouvoir et à l'autorité montrent bien qu'il a toujours eu beaucoup de mal à accepter les nouveaux seigneurs et la nouvelle religion. Ce qu'il voulait, c'était relativiser les choses et ne pas remplacer un absolutisme par un autre. En ce sens, il a perçu comme une défaite l'adoption du principe au moyen duquel on essaya de mettre un terme à une période de confusion, à savoir le principe du *Itcujus regio, ejus religio* , c'est-à-dire que le peuple doit professer la même religion que son souverain, et inversement. S'il y voyait une défaite, c'est parce que ce choix exprimait très nettement la conviction que l'Etat et l'Eglise étaient indissociables et que, par conséquent, l'unité de religion était une condition indispensable pour que l'autorité et le rôle régulateur des pouvoirs publics soient garantis. La liberté religieuse était ainsi subordonnée à l'intérêt de l'Etat. Mais la vérité oblige à dire que cela ne résultait pas seulement de ce que l'on appelle la raison d'Etat, mais procédait aussi de la conviction intime de ceux qui détenaient le pouvoir et pour lesquels la croyance religieuse revêtait de toute manière une importance déterminante pour leur propre orientation spirituelle et pour l'organisation de la société.

L'histoire des Pays-Bas au Siècle d'Or, d'une part, et du Royaume d'Espagne, de l'autre, montre à quel point les conséquences de ce choix pouvaient différer

d'un pays à l'autre et n'étaient guère révélatrices du degré de tolérance dans tel ou tel pays.

Etant à Bruges pour parler de l'Europe, il me semble que cette période de l'histoire mérite d'autant plus que l'on s'y arrête qu'Erasmus a été en quelque sorte l'un des maîtres à penser de Charles Quint, né non loin d'ici, à Gand. Charles Quint qui, après Charlemagne, était le premier Européen à avoir voulu créer le seul véritable Saint Empire romain. Issu des Habsbourg et ayant par sa mère des liens étroits avec la presqu'île ibérique, c'est dans cette région qu'il passa sa jeunesse. A une époque où les traces de l'ancienne Lotharingie, qui s'étendait de l'Italie jusque à la mer du Nord en passant par la Bourgogne et les Pays-Bas, englobant ce que nous appelons aujourd'hui le Benelux, étaient encore très nettement perceptibles, Charles Quint réunit ce cœur de l'Europe, cette ancienne Lotharingie, et une bonne partie de l'Allemagne et de l'Autriche, ainsi que ses possessions ibériques. Ainsi donc, une Europe en tant qu'entité politique et administrative semblait réalisable à l'époque, si ce n'est que la France et l'Angleterre étaient déjà si puissantes que même une Europe unie aurait dû, aux yeux de Charles Quint, rester fragmentée. Cette ambition politique - ou serait-il plus exact de parler de l'ambition d'une famille? - a été entièrement éclipsée - comme l'histoire nous l'a appris - par de nouvelles menaces internes et externes. C'est ainsi qu'en dépit

de tous les efforts déployés par l'empereur et par sa dynastie pour acquérir une autorité suffisante qui lui permette de devenir le chef de ce Saint Empire romain unique, des événements nouveaux allaient donner une autre orientation à l'histoire. Alors que la menace de l'Islam, qui se manifestait à présent par l'avancée des Turcs, constituait encore un facteur externe susceptible de promouvoir l'unité au sein de l'Empire, il en allait tout autrement pour la Réforme, qui fut à l'origine d'une véritable révolution interne. Peut-être devons-nous en arriver aujourd'hui à constater que la nécessité de la lutte contre la menace extérieure - et c'était là une chose que Charles Quint prenait extrêmement au sérieux - a fait disparaître les dernières possibilités pour la vieille Europe de s'engager sur la voie de la tolérance et de la pluriformité, dans le sillage d'hommes tels qu'Erasme et, je crois pouvoir le dire ici, d'hommes tels que Guillaume le Taciturne. La lutte et la tolérance sont en effet difficilement compatibles.

Et il faut bien reconnaître en toute honnêteté que même les réformateurs n'ont pas hésité à s'inspirer des idées de la première génération d'humanistes, celle de Thomas More et d'Erasme, pour soumettre l'ancienne Eglise à la critique et pour relativiser d'anciennes vérités. Mais, en fin de compte, ils ont eux aussi placé les peuples et leurs souverains devant la nécessité

d'opter pour cette forme de christianisme qu'ils considéraient comme la seule qui soit pure et inéluctable.

Si cette partie de l'histoire est tellement passionnante, c'est parce qu'à l'époque une Europe unie était pour ainsi dire à portée de la main et qu'elle existait au fond en tant que telle. Il est bon de nous remémorer les étroites relations culturelles, scientifiques et religieuses qui existaient à l'époque, relations qui étaient stimulées par des savants, des artistes, des hommes d'Eglise et des hommes d'Etat qui se connaissaient parce qu'ils avaient fait leurs études ensemble dans des villes véritablement européennes et qui avaient continué à entretenir ces relations, bien moins qu'aujourd'hui gênés par les obstacles linguistiques. Je sais bien que, longtemps après, l'Europe a aussi connu, en particulier dans les milieux aisés, ce que l'on a appelé le "grand *tour*", des pays anglo-saxons vers les pays latins; mais cette tradition n'est qu'un reliquat pétrifié, qu'un pâle reflet de traditions qui autrefois avaient été beaucoup plus vivaces.

Après Erasme, après la Réforme et la Contre-Réforme, l'Europe entra dans une nouvelle période de son histoire. Une période où notre Europe est devenue la vieille Europe, le vieux monde, tout simplement parce qu'un nouveau monde était en train de naître.

Ce nouveau monde, c'était avant tout l'Amérique. Et quand je dis l'Amérique, je pense évidemment tout d'abord aux Etats-Unis, ce *melting-pot* de nombreuses générations de peuples européens qui ont ceci de commun qu'ils se sont âprement battus pour leur liberté; et l'âpreté dans la liberté est d'ailleurs restée une des caractéristiques du peuple américain. C'est ainsi que ce *melting-pot* a donné naissance à un caractère national assez particulier: les Etats-Unis sont en effet un pays impressionnant, qui a commencé à mettre en pratique les principes de base de la démocratie moderne il y a près de deux cents ans, c'est-à-dire bien avant les pays européens, alors que ce sont quand même les Penseurs européens qui avaient indiqué la voie de la démocratie. L'Amérique est un continent qui est parvenu à tirer parti de façon remarquable de la révolution industrielle et commerciale pour créer une nouvelle prospérité; un continent qui a prouvé au cours de deux guerres mondiales qu'il était indispensable pour éviter que l'Europe ne devienne définitivement la proie de forces néfastes. Mais c'est aussi un continent qui, aujourd'hui encore, a du mal à se mettre du côté des faibles dans sa propre société et qui a du mal à reconnaître que d'autres modes de vie et d'organisation de la société sont également dignes d'intérêt.

Ce nouveau monde, c'est aussi l'autre Amérique, l'Amérique Latine, fortement marquée par la colonisation espagnole et portugaise, mais un continent intéressant qui est parvenu à s'arracher à cette colonisation bien avant tant d'autres pays de ce que nous appelons aujourd'hui le Tiers Monde. L'Amérique Latine où l'on perçoit beaucoup plus et beaucoup mieux l'intégration d'hommes de races différentes, un continent qui est lui aussi un melting-pot, mais qui, bien plus que les Etats-Unis, se débat en permanence avec le choix entre la culture traditionnelle et les défis que pose la société moderne. L'Amérique Latine, ce continent qui, selon les normes humaines, est particulièrement riche, mais qui a aussi tant de peine à mettre en pratique de façon crédible la troisième voie, si enviée, entre le capitalisme et le socialisme d'Etat, et qui a toujours tendance, dans les situations difficiles, à opter pour la sécurité de l'Etat, même lorsque cela porte atteinte à la démocratie.

Le nouveau monde, c'est encore l'Australie et le Canada, ces vastes terres vierges que sont allés peupler de nombreux émigrants européens.

Enfin, l'image inverse du nouveau monde, c'est l'Union Soviétique et les pays auxquels elle est alliée dans le cadre du Pacte de Varsovie. Si je parle d'image inverse du nouveau monde à propos de l'Union Soviétique, c'est parce que l'histoire de la naissance du régime communiste en URSS a incontestablement beaucoup

d'une faillite, d'un rendez-vous manqué avec l'histoire, d'un passage trop lent d'une société traditionnelle vers un Etat prospère moderne. C'est ainsi que le pays a basculé dans le communisme, tout en conservant la tradition d'oppression par l'Etat, d'oppression par les seigneurs, comme c'était d'usage du temps de l'ancienne société conservatrice. Ce que le communisme a fait en **URSS**, ce n'est pas tant apporter l'oppression, que confirmer d'une autre manière l'oppression existante, avant que la démocratisation ait pu percer pour apporter ses forces libératrices. C'est pourquoi il est historiquement aussi difficile de comprendre la présence du communisme en **URSS** par rapport à notre social-démocratie ou ce que d'aucuns appellent le capitalisme christianisé. Cette démocratie, cette christianisation, n'existaient pas ou guère en Europe de l'Est au moment de la grande révolution, et depuis lors le système d'oppression y a été légitimé pendant des générations par de faux motifs. Par de faux motifs parce que ceux qui détiennent le pouvoir à Moscou ont comparé leur régime à une situation d'exploitation capitaliste qui en fait n'existe pas dans nos pays.

D'une certaine manière, il s'agit donc là d'une faillite dans l'histoire de l'Europe, d'une faillite qui a d'ailleurs été considérablement aggravée par deux guerres mondiales provoquées par l'Allemagne. La deuxième guerre surtout, qui procédait notamment d'une telle haine du communisme et qui se fondait sur cette

pourriture intrinsèque que sont le fascisme et l'antisémitisme, a contribué dans une mesure non négligeable à la consolidation du communisme en Union Soviétique.

Elle a aussi, pendant des décennies, ôté toute crédibilité à un débat idéologique avec le communisme. C'est ainsi que l'Union Soviétique, et avec elle l'Europe centrale, est en quelque sorte restée l'image inverse du nouveau monde, ou ce que l'on pourrait appeler la partie dissidente de l'Europe.

Enfin, mais cela me mènerait trop loin d'en parler ici de façon détaillée, nous retrouvons l'Europe dans nombre de régions qui ont été colonisées par les Européens, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique. Cette colonisation a certes eu une influence considérable. Toutefois, me plaçant dans une perspective historique, je serais tenté de dire que cette influence n'a été que temporaire, puisque la culture, les normes et les valeurs originelles refont quand même surface après un certain temps. Et peut-être en est-il très bien ainsi.

Le Tiers Monde est en effet une palette multicolore de pays dont l'intérêt n'augmente certainement pas à mesure qu'ils copient plus fidèlement la société occidentale.

Prenant la parole au Collège d'Europe, dans votre belle ville de Bruges, je me suis laissé aller à broser un vaste tableau historique. Mais le moment me semble venu de me rapprocher davantage de l'actualité.

J'ai évoqué tout à l'heure ce que la Seconde Guerre mondiale a eu d'horrible. L'Europe dont nous parlons aujourd'hui, les efforts que nous déployons pour la mettre en place, trouvent incontestablement leur origine dans la volonté de créer une Europe qui permette d'éviter toute nouvelle guerre. Après 1945, en effet, on voulait à tout prix couper la tête à ce monstre qu'est la guerre. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Jean Monnet, un des architectes de l'Europe, ait investi tant d'énergie intellectuelle dans les communautés européennes, en particulier celle du charbon et de l'acier. Mais les efforts qu'il a déployés doivent beaucoup au soutien idéologique de deux grands chrétiens démocrates: Robert Schuman et Alcide De Gasperi. La création de Communautés européennes dans des domaines vitaux en vue d'éviter de nouvelles guerres a donc été la première phase du processus.

Si cette première phase n'a pas pu aboutir à la mise en place de la Communauté européenne de défense, c'est qu'en 1954 c'était encore un projet trop prématuré.

La phase suivante sera celle de l'Union douanière, de la libre circulation des marchandises et des services ou, plus exactement, celle de la suppression des droits de douane et de la création du marché commun agricole. Cette phase a conduit à une croissance inouïe de la prospérité dans les Etats membres de la Communauté, une croissance qui était si forte qu'elle a exercé

un véritable magnétisme sur plusieurs pays qui ne voulaient pas, à l'origine, adhérer à la Communauté. Je songe évidemment en particulier à la Grande-Bretagne et au Danemark.

Ensuite apparut une nouvelle ambition, celle de l'intégration européenne. Et nous en arrivons ainsi au domaine des ambitions qui n'ont encore été traduites que très partiellement et de façon très imparfaite en résultats concrets. Et nous voilà donc en plein dans l'actualité. L'actualité d'une intégration européenne qui laisse encore à désirer, parce que, si nous sommes parvenus à nous débarrasser des droits de douane, il subsiste encore une multitude d'entraves non tarifaires. Une intégration européenne qui a des ratés parce que l'organisation en place n'est pas encore très efficace dans la mise en oeuvre des directives arrêtées au niveau politique. Une intégration européenne, enfin, qui se heurte constamment à la souveraineté de chacun des Etats membres.

Etant originaire d'un pays où l'eau a toujours tenu une place essentielle, vous me permettrez de comparer la situation où nous nous trouvons en ce moment à de l'eau en mouvement; mais la question qui se pose sans cesse est celle de savoir si ce mouvement est synonyme de progrès.

D'une part, l'Europe reçoit quantité d'impulsions nouvelles procédant de la technologie, des défis politiques et de la volonté d'opter pour une position commune dans les relations Est-Ouest et à l'égard du tiers monde. Des impulsions qui proviennent aussi de ce que l'on appelle à présent l'Europe des citoyens. D'autre part, l'Europe est sans cesse confrontée à des entraves au niveau de la prise des décisions, à un manque de volonté politique, au regain du nationalisme, au poids de la bureaucratie et à l'obstruction des groupes de pression.

La question que j'évoquais tout à l'heure - celle de savoir si en plus du mouvement, on peut vraiment parler de progrès - a conduit à l'établissement d'une liste des grands problèmes auxquels il faut apporter une solution globale et cohérente. Ces problèmes à l'ordre du jour ont été traités avec un succès raisonnable au cours des dernières années. Il s'agissait notamment de l'élargissement - et vous me permettrez de dire de l'achèvement de la Communauté en ce qui concerne le nombre d'Etats membres -, de la volonté d'en arriver à une extension des ressources de la Communauté dans le cadre d'une discipline budgétaire stricte, et enfin des améliorations et redéfinitions, sur le plan des institutions, de la tâche de l'Europe telles qu'elles ont été précisées dans l'Acte Unique européen. Tous ces efforts - et je n'ai pas besoin de vous les décrire en détails - revêtent une grande valeur non

seulement en raison même de la teneur des décisions prises, mais aussi parce qu'ils ont permis de mettre à l'épreuve la volonté de coopération politique.

Si nous voulons examiner à présent comment le processus d'intégration européenne doit se poursuivre, il convient de s'interroger plus avant sur les différentes conceptions de l'Europe, sur les instruments et les objectifs politiques et, enfin, sur la concrétisation de l'image politique idéale que nous nous faisons de l'Europe.

Je commencerai par dire quelques mots des différentes conceptions de l'Europe. Il y a déjà bien des années que la France, en la personne du Général de Gaulle, et les Pays-Bas, en la personne de leur ministre des Affaires étrangères Joseph Luns, se sont profilés dans la discussion à propos de l'Europe des Patries qui s'opposerait à une Europe supranationale ou à ce que je préfère appeler l'Europe en tant que Patrie. Pourtant ce débat est resté d'actualité. Après l'accord de Luxembourg, sur la base duquel le fait d'invoquer un intérêt vital était de nature à freiner le mécanisme de prise de décisions et qu'un certain nombre de pays n'ont jamais voulu accepter, nous sommes entre-temps parvenus à un consensus sur un nouvel accord de Luxembourg impliquant une certaine amélioration du traité qui permet de prendre un nombre encore plus grand de décisions suivant le principe de la majorité. Pourtant, le débat idéologique se poursuit, à la différence qu'un

certain nombre de nouveaux Etats membres - l'Angleterre, le Danemark et la Grèce - ont repris le flambeau allumé par la France en s'opposant continuellement aux tendances supranationales. Heureusement, ce débat s'est quelque peu apaisé depuis, grâce aux efforts déployés par plusieurs chefs de gouvernement en vue d'activer l'Europe dans tous les domaines, ou du moins dans le plus grand nombre de domaines possible, faisant ainsi preuve d'une vision intégrale de l'Europe.

Cela est tout particulièrement vrai pour le Président de la République Française, Monsieur François Mitterrand, qui n'a pas ménagé ses efforts pour mettre l'accent sur les éléments pratiques, en particulier dans le domaine de l'Europe des citoyens, et pour plaider en faveur de certaines formes de coopération en matière de défense. C'est vrai aussi pour le Chancelier allemand Helmut Kohl, qui a toujours très fortement insisté sur l'élément idéologique de l'Europe unie englobant aussi la presqu'île ibérique. Et cela vaut en fait aussi pour le Premier ministre anglais, Madame Thatcher, dont l'intérêt particulier pour les développements technologiques témoigne de ce qu'elle a compris la nécessité de mettre en place une Europe de la technologie pour que nous soyons véritablement capables de relever le défi américain et japonais.

L'Europe a ainsi reçu une formidable impulsion politique, impulsion qui a en même temps mis en lumière un autre problème, celui de la vitesse d'intégration. Faut-il que tous les Etats membres continuent au même rythme dans tous les domaines ou pourrait-on également envisager une Europe à plusieurs vitesses ? Ce fut un débat assez angoissant, car la menace a été réelle. Pendant un certain temps qu'on en arrive à une Europe restreinte qui se développerait à une vitesse plus élevée. J'aurais déploré une telle évolution. Heureusement, on a opté pour une autre solution. Nous avons pris conscience que, dans des domaines déterminés, il doit être possible de poursuivre l'intégration avec un certain nombre d'Etats membres et parfois aussi des pays tiers sans qu'il soit nécessaire que l'ensemble des pays de la communauté ait pu se mettre d'accord à ce sujet. C'est ainsi que nous avons commencé à considérer de façon tout à fait pragmatique le problème de l'Europe à plusieurs vitesses. Le développement du projet Eureka en est un exemple éloquent. Ce type d'approche présente également l'avantage d'avoir atténué, pour ne pas dire érudé, les hésitations concernant le rôle de la bureaucratie communautaire.

Le réalisme m'a amené à accepter cette solution, d'autant plus qu'il n'y en avait pas d'autre. J'estime en effet qu'il faut laisser s'épanouir les initiatives européennes là où c'est possible. Mais, en même temps, il importe de faire preuve de vigilance, parce que les

exceptions ne doivent pas devenir la règle et parce que l'Europe en tant que Patrie doit être l'objectif de l'Europe telle qu'elle existe aujourd'hui avec les institutions qui sont les siennes.

Parmi les autres questions de fond, je voudrais aborder le problème des relations Nord-Sud en Europe. Le débat n'est pas nouveau. Il s'agit en fait de réduire les différences de niveaux de prospérité entre les différents Etats membres, comme le prévoit le Traité de Rome. Mais cela implique-t-il que nous devions augmenter les transferts de revenus des pays riches vers les pays plus pauvres ou faut-il plutôt arriver à une convergence des politiques nationales de sorte que les régions qui accusent encore un retard aujourd'hui puissent voir se réduire la distance qui les séparent des pays les plus riches?

Vous comprendrez qu'en tant que Néerlandais je donne nettement la préférence à la deuxième option, car je trouve que nous devons éviter d'en arriver en Europe à des rapports de dépendance procédant d'une aide permanente. Toutefois, il me semble qu'une certaine souplesse s'impose. Si les fonds structurels de la Communauté offrent amplement la possibilité d'atténuer les divergences, il faut aussi s'efforcer d'arriver à une convergence des politiques nationales.

Une autre question de principe qui découle directement du problème que je viens d'évoquer est le mal que certains pays du Nord, en particulier la République fédérale d'Allemagne, ont à accepter que dans une situation où la productivité de l'agriculture européenne a augmenté de façon aussi considérable il n'y a plus de place pour les formes d'agriculture qui sont relativement peu efficaces. C'est dans ce contexte également que l'Europe dans son ensemble n'a pas le droit de vouloir écouler des excédents structurels sur les marchés extérieurs, perturbant ainsi gravement l'agriculture du tiers monde. Et je ne parle même pas des effets néfastes des excédents sur l'équilibre du budget des communautés. Cette question de principe pour l'agriculture fait partie intégrante des conceptions quant aux relations Nord-Sud en Europe, pour la simple raison qu'ici encore il convient de rejeter toute aide financière revêtant un caractère permanent.

La dernière question fondamentale que je voudrais aborder avec vous est celle du rôle de la Commission européenne et du Parlement européen. La commission européenne se trouve placée devant la tâche gigantesque de compenser par une autorité suffisamment grande l'impossibilité d'imposer des décisions par une loi ou par un règlement. La souveraineté de chacun des Etats membres empêche de trouver une solution définitive à ce

problème. Pourtant il y a beaucoup à améliorer au niveau du processus de prise de décisions, et je revierdrai sur ce point tout à l'heure. Quoi qu'il en soit, il est certain que la position de la Commission peut être renforcée dans l'avenir parallèlement au rôle du Parlement. C'est précisément en liant son existence même à la confiance qu'elle a dans le Parlement que la Commission pourra voir augmenter son autorité démocratique. Si cette évolution, qui a l'air tellement évidente en théorie, se vérifie si peu dans la pratique, c'est certainement une conséquence de la position de faiblesse où se trouve le Parlement lui-même.

A présent que l'Europe dispose d'un Parlement élu au suffrage universel direct, dont les membres ne ménagent en rien leurs efforts, il faut se demander en toute honnêteté si les liens avec les Parlements nationaux sont encore suffisamment forts.

Le Parlement européen n'est pas un Parlement comme les autres. Il joue certes un rôle essentiel dans la procédure d'adoption du budget, mais il n'a pas voix au chapitre en ce qui concerne les ressources de la Communauté et se trouve donc ainsi privé d'un élément essentiel dont disposent les Parlements nationaux, à savoir l'examen des questions fiscales. C'est une erreur de croire que la politique et la gestion ne peuvent être évaluées qu'en termes d'argent et de postes budgétaires. Il n'en reste pas moins que le Parlement européen souffre sur ce point d'un handicap certain par rapport

aux Parlements nationaux. Je ne puis pas juger dans quelle mesure ce handicap ainsi que d'autres handicaps par rapport aux Parlements nationaux sont susceptibles d'être à l'origine de frustrations et de mécontentements chez de nombreux parlementaires européens, situation qui les conduit à se croire d'autant plus importants qu'ils manifestent leur mécontentement. En fait, la situation actuelle n'est acceptable que comme phase intermédiaire. Mais, même s'il en est ainsi, je voudrais quand même souligner que, par trop souvent, les chefs de gouvernement parlent avec trop de légèreté du Parlement européen, et que le Parlement lui-même doit encore apprendre à assumer concrètement des responsabilités démocratiques. Nous ne pouvons en tous cas pas nous contenter du cynisme qui caractérise l'analyse qu'un de mes collègues faisait de la situation du Parlement européen, lorsqu'il me disait que les Parlements des pays d'Europe occidentale comprennent normalement une partie qui soutient le Gouvernement et une partie qui conduit l'opposition. Les Parlements des pays de l'Europe de l'Est soutiennent normalement dans leur ensemble le Gouvernement, puisqu'il n'existe pas d'opposition. Mais, concluait-il, ce qui rend le Parlement européen unique, c'est qu'il n'est qu'opposition.

Tout bien considéré, il est étonnant qu'en dépit de toutes ces différences de conceptions sur ce que devrait être l'Europe et sur la manière dont elle devrait fonctionner, on en soit quand même arrivé concrètement

à se mettre d'accord sur des lignes d'action. Il me suffira de citer le livre blanc relatif à l'intégration européenne, le livre vert relatif aux problèmes agricoles et la Coopération politique européenne. Cette dernière n'est certes pas consignée dans un livre, mais la pratique de tous les jours indique qu'une tradition de positions politiques communes est bel et bien en train de s'établir. Dans un nombre prodigieusement élevé de cas, les partenaires européens parviennent à se mettre d'accord sur une position commune.

Et dans ce contexte je devrais encore citer le système monétaire européen et d'autres acquis essentiels. L'Acte Unique européen, par exemple, n'est pas seulement un premier pas vers une modification des traités visant à améliorer le processus des décisions, c'est aussi un instrument qui permet d'élargir et d'intégrer en quelque sorte l'ensemble des domaines d'activités de l'Europe. Nous en sommes ainsi arrivés à un moment où il nous faut traduire dans les faits le Grand Dessein en déployant des activités pratiques et concrètes, afin de réaliser effectivement les livres blancs, les livres verts et l'Europe de la technologie.

Et il nous faut aller vite. Ne serait-ce que parce que nous devons éviter qu'il y ait trop de lacunes dans le processus d'intégration. Ce que je veux dire par là c'est que dans certains cas nous reconnaissons au niveau politique qu'un problème doit être résolu sur le plan communautaire et que nous nous plaçons donc au

second plan en tant qu'Etat membre, mais qu'en même temps nous ne faisons pas de façon communautaire ce dont nous avons reconnu le bien-fondé. Il nous faut aller vite, mais heureusement nous avons le vent en poupe grâce à un certain nombre d'évolutions naturelles qui nous soudent les uns aux autres au sein de l'Europe. J'ai déjà évoqué le domaine de la technologie, qui exige des marchés toujours plus vastes. Je voudrais y ajouter l'état d'esprit du citoyen européen, qui ressent de moins en moins le besoin d'affirmer avec force l'identité nationale. Et il ne faut pas non plus oublier les pressions qui viennent de l'extérieur. Je pense avant tout à la gêne et à l'embarras qui sont les nôtres lorsque nous n'avons pas suffisamment voix au chapitre dans la politique mondiale à cause de notre division. Et cela vaut aussi bien dans la politique commerciale et dans nos relations avec le tiers monde, que dans les rapports Est-Ouest et dans l'attitude à adopter à l'égard de l'Afrique du Sud.

L'Europe bénéficie donc de nombreux stimulants et pourtant l'intégration est encore laborieuse. J'ai déjà souligné la nécessité d'en arriver à présent à des résultats plus concrets. Mais, sur ce point, nous nous heurtons à l'inertie au niveau de la prise de décisions. Pendant trop longtemps, l'Europe a connu une situation où il était soit louable, soit habituel de ne pas prendre de décision. Au niveau national, nous connaissons tous le phénomène des hauts fonctionnaires qui

cherchent à prouver leur importance en mettant des bâtons dans les roues, en posant des conditions difficiles, souvent irréalisables, à la mise en oeuvre de décisions proposées. Mais, dans chacun de nos pays, la responsabilité politique permet heureusement de mettre fin à cet obstructionnisme, puisque le responsable final, celui qui prend les décisions, c'est le Gouvernement, ce sont les Ministres, les Chefs de Gouvernement, les Parlements.

Or, cette dernière possibilité n'existe pas en Europe. Bien sûr, il y a des chefs de gouvernement, il y a des sommets européens, mais la volonté politique qui y est manifestée - et qui est, à ma connaissance, absolument réelle chez les chefs de gouvernement - s'enlise rapidement aussitôt qu'on en arrive au niveau du quotidien, au stade de la mise en oeuvre pratique. En effet, les Conseils des Ministres, en particulier les conseils techniques, font déjà preuve de beaucoup plus d'hésitations, et ce sont précisément les plus faibles qui se montrent les plus difficiles. A l'échelon immédiatement inférieur, les hauts fonctionnaires se montrent encore plus critiques, de par leurs convictions et une certaine tradition. Et, à l'échelon suivant, on se heurte à d'innombrables intérêts particuliers et groupes de pression.

On en arrive ainsi rapidement à une situation de stagnation, d'immobilisme. C'est au pouvoir politique qu'il incombe de sortir de cet immobilisme. Et ce n'est

pas facile. Mais, si je compare la situation actuelle à ce qu'elle était il y a quelques années encore, je constate que nous sommes sur la bonne voie. Les moeurs politiques commencent à évoluer, lentement mais sûrement. De plus en plus, les capitales européennes commencent à approuver les ministres et hauts fonctionnaires qui arrivent à un consensus avec leurs partenaires ou à se ranger à une décision à la majorité, et elles apprécient de moins en moins ceux qui mettent des bâtons dans les roues, ceux qui sont parvenus à empêcher qu'une décision soit prise. Et c'est très bien ainsi. Rien qu'au rythme des réunions, on se rend déjà compte de la volonté croissante d'en arriver enfin à des décisions. Cette approche pragmatique, visant avant tout à obtenir des résultats et qui caractérise à présent nombre de gouvernements nationaux des Etats membres, semble aujourd'hui gagner aussi du terrain sur le plan de la prise de décisions au niveau européen. Il nous appartient à nous, Chefs de gouvernement, Ministres des Affaires étrangères, Membres de la Commission européenne, de stimuler ces tendances. C'est ainsi que nous réaliserons progressivement l'intégration européenne.

If we wish to achieve genuine success in this, however, there is another important condition, which is indeed perhaps the most essential of all. That is the necessity of forming an image of the Europe we really want, not in the technical sense, nor even in the institutional sense, but as an ideal.

What norms and values do we as Europeans consider important? What concept do we have of the society towards which we are working? What values do we regard as typically European?

We must work towards an ever clearer vision of the European identity for which we strive. The continuous clarification of this vision through public debate is a challenge to us, and one which we must face, in order to gain political direction and to be justified in asking the people of Europe, the Member States and the various sections of the public within those States to make the sacrifices which are required for the realisation of the European ideal. In other words, just as in each of the democracies which make up the European Community, politicians are expected to make clear which values we wish to preserve and how we see the future - a future in which traditional values must be given new meaning - the same applies to the Community itself.

In national politics it is clear that such a vision is indispensable; otherwise the political system

degenerates into technocracy, forfeits its credibility and finally dies. I believe, however, that this is equally true at European level. The last part of this address is therefore concerned with this subject, the norms and values which we are striving to establish or preserve.

I should like to approach the subject through a particular theme, that of a people's Europe: a Europe run for its people, by its people. In doing so I should like to focus on the value system we have inherited from Christianity and humanism. That is why I began my address with Erasmus. The idea of a people's Europe is intimately bound up with democratic traditions and with the preservation of the constitutional state. But it is also about making sure that each individual counts and has a useful place within the community. And, again, it has a lot to do with the fact that thanks to the philosophical heritage we have received from Christianity and humanism, we attach great value to diversity and tolerance.

Let me put this in more practical terms, beginning with Europe's origins as an economic community. A people's Europe implies a particular vision concerning the achievement of prosperity for all: a vision which is democratic, broadly based, dynamic, and forward-looking. Production methods will be constantly improved by means of new techniques. Human capital will be highly valued; each individual will have the

opportunity to develop his or her talents, with regard to new technology as well as in other areas. This implies education for all, scope for private initiative and democratic structures, in industry as elsewhere. In short, personal development and participation will be the order of the day. The preservation and achievement of prosperity implies a certain dynamism: investment in opportunities for individual fulfilment and participation is therefore essential. But it is not only a question of prosperity. Opportunity for all implies a need for full employment. It is therefore necessary to secure the conditions for economic growth and dynamism. That is the first requirement for job creation, but the aim of full employment also demands a dynamic approach to the organisation of work and its distribution. Both technological advances - such as the applications of information technology - and cultural trends - such as demographic changes and developments in the field of equal opportunities - require a combination of longer operating hours for industry and fewer working hours per year for each individual in paid employment. In practical terms this means more part-time jobs, more shift work, perhaps to a certain extent what is generally known as shorter working hours but above all implies flexible work schedules so that growth in productivity is partly translated into fewer working hours averaged over a year. The reduction in the number of hours worked per annum and in the number of years spent in employment is a long-established

trend which can very easily continue and which indeed must continue for economic and social reasons. It must however be adapted to modern conditions so as to avoid rigidity in the economy and in relationships between employers and employees. In this way economic growth will also be social progress: prosperity achieved for and by all.

Social progress also implies action to safeguard and renew the social security system. Anyone who has witnessed the poverty which exists in the midst of America's wealth, anyone who cares to recall the miseries of unbridled capitalism appreciates the vital importance of social security. Adjustments are sometimes necessary, just as they are in other parts of the welfare state, such as the health care system. Essentially though, these elements of European society are in fact a significant indication of its quality. The other side of the coin with regard to the reduction in poverty achieved through the provisions of the welfare state is the fact that there are in general fewer wealthy people in Europe than elsewhere. Europe has a tradition of smaller income differentials. I believe that this is a good thing, and would indeed go so far as to say: Europe should ensure that it remains the continent with the wealthiest poor people and the poorest rich people. That is one of the true measures of a democratic society which is run for the people by the people.

Let us all work in this way on the quality of Our democracies (prosperity, employment, education, social security and health care). In this way we can give democracy a practical reality which far surpasses the formal characteristics ascribed to it and turn Our efforts towards achieving genuinely equal rights and opportunities for all. This means of course that we must firmly oppose racist tendencies by rejecting false sentiments and eliminating discrimination. This is a historical obligation, a message which history constantly repeats: every individual counts, everyone is entitled to a full place in society.

I believe that cultural and religious elements are of extremely great importance in the process of achieving genuine opportunities for all, both at work and outside it, in all areas of life and society and in many types of shared experience. In other words, precisely because we are working towards a Europe in which each individual feels that he or she is part of the community, we must attach great value to the cultural background of each of the nations that make up the whole and therefore to cultural diversity. From Oporto to Hamburg, from the Peloponnese to Flanders there is room for every cultural identity. Traditions, the contribution of the individual, separate cultural identities: let us preserve the multicoloured palette of European culture, the treasure-house of the European spirit. If culture is so important to Europe because it

passes on traditional values and gives each person his or her own identity and a chance to participate, then it cannot be a standardised, featureless European culture. It must be varied and multi-hued, like a diamond whose brilliance is derived from its many facets.

Thus we must endeavour to achieve constant interaction between the European spirit and European democracy. But then we are also asked to formulate a single European answer to the problem of violence, a solution which must be comprehensive. We must prevent violence in our cities by halting the spread of poverty, which engenders it. There must be no policy of violence, rather a never-ending investment in democratic patience and patience with democracy. We must prevent violence by reacting swiftly and clearly, with courage and rigour, against terrorism. We must prevent violence by working together as one Europe towards the development of all nations, including the most disadvantaged. We must prevent violence by pursuing a restrained defence policy, through arms control, through arms reductions, through contact between East and West, through constantly returning to the negotiating table. We must constantly beware of the false prophets of intimidation and escalation. In this way we will protect Europe from violence and help other countries to resist it too.

Effective protection for Europe also means, finally, that we must be good stewards for what has been

entrusted to Our charge: not only Our traditions, but also the natural resources of this continent: its woods and deltas, mountains and meadows, fields and cities. We must cultivate those fields, of course, but we must not exhaust or poison them. They must be worked and developed, so that they continue to live. We must cherish Europe's earth, water and air so that Our children can be happy to inherit them.

I would like to sum up in the form of seven points all the things which we in Europe hold dear: the things we wish to preserve, to develop and to renew for Our people and as a contribution to the commonwealth of nations.

1. Democracy - no discrimination; each individual counts.
2. Self-fulfilment for each individual; education.
3. Prosperity and employment for all, created by all through growth and the redistribution of employment.
4. Social security and public health; Europe remains the continent with the wealthiest poor people and the poorest rich.
5. We will draw on the variety of tradition and culture within Europe. Cultural diversity forms the treasure-house of the European spirit. All the regions of Europe must shine with their own light.
6. Combating violence. Investment in democratic patience; inflexibility in the face of terrorism;

arms control; cooperation with less advanced nations.

7. We must act as good stewards to preserve and protect the natural resources of Europe which have been entrusted to us. We must not exhaust our pollute them. Europe is too beautiful to be spoiled.

These seven points should constitute much more than just fine words. They must form the guidelines to be followed in giving real substance to a European strategy and creating a genuine people's Europe. In the face of this political challenge and in view of the times in which we live, I should like to mention a number of points which are of current interest. First of all, I should like to draw your attention to the reorientation which Europe is undergoing with regard to making Our policies and, above all, Our social structures more flexible in those instances where there have been justified complaints about lack of readiness to change. It was not simply a question of the European effort as such, but of the phenomenon observed in the different Member States whereby the concept of the welfare state and the idea that government could somehow force a perfect society upon us had become so dominant that there was no longer sufficient scope for individual initiative. The better had become the enemy of the good. A government mania for regulation fired by progressive aims had resulted in a maze of legislative

provisions and in fact had led to conservatism, a lack of potential for change and an inability to face up to new challenges.

In all the countries of the Community we are now attempting to break out of this impasse and are searching for a new, dynamic concept of what the Germans call the 'Soziale Marktwirtschaft' or social market economy. In doing this, I believe that it is of great importance that we do not go from one extreme to the other. The welfare state must be adapted to the modern world; it must not be abolished altogether.

A problem which is of relevance here is that of high unemployment. I have already spoken about economic growth and employment policy, including the redistribution of work. But what concerns me here is to draw to your attention the fact that many European countries are beset by long-term unemployment which is proving very resistant to our efforts to reduce it. Analysis of the figures shows that in almost every instance the long-term unemployed are made up of two groups:

First, a hard core of people who have been unemployed for a long period due to the decline of traditional industries. These people have no other qualifications which would enable them to find work.

Secondly, school-leavers whose education has been inadequate or incomplete. This group also has no chance

in a society undergoing rapid technological and organisational change, where employers have stringent requirements for recruitment.

Both these phenomena obviously call for specific training and retraining programmes. These are becoming more and more common; we can also learn from each other in this respect. The European Commission intends to promote such exchanges of ideas.

There is, however, more to be said. There are indications that the phenomenon of long-term unemployment and the difficulty of getting these people back to work is also to some extent caused by the rapid growth of the informaleconomy. It appears that those who can no longer find work or have never even had a job do after a certain period discover opportunities to earn some income outside the official labour market. In Europe we are on the whole rather ambivalent about the rapid growth of the informal economy. In itself it is often the next best thing to formal employment for those involved and might consequently be viewed in the same light by society as a whole and the government. The difficulty arises, however, when it leads to the erosion of the foundations of social benefits and public services, with all the harmful consequences that ensue. There are increasing signs that this is an important issue. It is too soon to draw any conclusions, but in my opinion the question should be formulated as follows: will a general improvement in

the economy coupled with a number of specific programmes, as previously described, be sufficient to solve Our problems, or is there a fundamental conflict between full employment and the welfare state in the sense that the poverty gap ensures that once people are drawing unemployment benefit and have found a supplementary income within the informal economy, they can no longer go back to a normal job because this offers little or no improvement in their net disposable income. This is a topical issue in many European countries today. In fact, it represents a challenge comparable with President Roosevelt's New Deal in that it too requires an unconventional, human approach.

A group which is also struggling with these problems, but where in fact they strike much deeper is that of the ethnic minorities. I am referring here to the families of migrant workers and of those who left the former colonies to come to Europe. Integrating these people into Our society presents a challenge on a European scale. This is an issue which gives rise to interesting questions as to the most desirable Pace and degree of acculturation (assimilation with the culture of the indigenous population). Referring back to what I said earlier about cultural diversity and tolerance, I would advocate patience and forbearance in this respect. What I consider to be a more serious problem is the fact that amongst these groups, unemployment is many times higher than the national average. This is

unacceptable, since it provides a breeding ground for social skills (idleness, disorientation or its opposite, an exaggerated attempt to assert one's identity, drug abuse, crime) which lead slowly but surely to a backlash among the indigenous population and to reactionary tendencies. The task which faces us here is a formidable one.

I spoke to you earlier of the importance of a cultural tradition. I said that the experience of culture is a stabilising factor in society and that it improves the quality of life. In that context I referred to the importance of regions rather than countries, and I should like at this point to add to that the remark that European political and institutional cooperation, European integration and the reduction in emphasis on a purely national policy will probably combine very well with more regional autonomy and responsibility, precisely because cooperation and integration must be confined to a number of principal elements; thus there is scope for a move towards decentralisation. In this sense, therefore, it is possible for emphasis on Europe to go hand in hand with emphasis on the regions. We must at some point find out to what extent this can be put into effect, by making a distinction between the cultural sphere and that of government and politics; we might also reanalyse, in the political sphere, the question of what must happen at European level, what must happen at national level and what can be done at

regional level, bearing in mind the fact that decentralist trends - i.e. bringing things closer to the people, in the regions - have their own intrinsic value.

I would also like to make a further observation regarding the theme of culture and discuss the opportunities we have of enabling young Europeans in particular to find out about what is going on in other parts of the continent. Language is still an obstacle of course, but it is definitely worthwhile for increasing numbers of young people to spend a certain amount of time in other countries 'than their own, studying at university, as part of cultural exchange programmes, for practical training, in connection with sport and so on. I believe that this can only strengthen the process of fermentation in Europe, if I may put it like that.

There is a special link between culture and politics. In both these spheres attempts are constantly being made to give new meaning to old values and in that way to preserve their vitality. Another feature of culture is that wherever it comes into contact with politics it takes on an anti-authoritarian character. This phenomenon must not be made an excuse for politicians to neglect the cultural development of Europe. On the contrary, cultural development is absolutely crucial for a living democracy.

In brief, then, these are some of the efforts we must make to give Europe its own identity: one which is worthwhile and has a human face and which makes Europe a continent where the seven points I listed earlier can be fully implemented.

A revitalised Europe also has a considerable role to play with regard to other countries. Here too there is danger in delay. To too great an extent, East-West tension and the confrontation between the North Atlantic alliance, whose aim is to keep the peace, and the Warsaw Pact have in the past created a situation in which Third World countries were constantly forced to opt for one or the other; in this way the significance of their own identity was denied and developments in the Third World were assessed purely by this yardstick. All too often were so-called geo-political interests placed above fundamental values, such as human rights and the individual development of peoples. We were all too quick, notably where Third World countries were concerned, to conjure with terms such as democracy and freedom.

Europe must rid itself of the illusion that it can determine the development of other nations. It can however help to create opportunities in those countries and to prevent them from being confronted with false choices.

Moreover, there are specific challenges with regard to certain continents and groups of countries. I am thinking here of Latin America: the expansion of the Community include Spain and Portugal creates the duty and the opportunity to forge closer links with Latin America and thereby take some of the pressure off the tense relationship between that continent and the United States which is so harmful for all concerned.

Since time is so short, I will confine myself to a few brief remarks concerning Our neighbouring continent, Africa, and the dialogue with the Arab world. With regard to Africa, I would like to emphasise the debt of honour we owe to that country as a result of the disorientation in both human and cultural terms which we have inflicted on it.

With regard to dialogue with the Arab world, I would point out that the diversity and spirituality of the Judeo-Christian and humanist traditions, both of which are so clearly the progenitors of Our culture, provide a basis for a dialogue with the world of Islam based on mutual respect.

Finally, I should particularly like to Say something about Central Europe. Now, forty years after the Second World War, the time has come to build closer relations with Central Europe on every front, recognising the present borders as a political fact of life. The same in fact applies to the Soviet Union. I spoke earlier of

the bankruptcy of European culture which led to the rise of Communism because the right answers were formulated too late there. I also said that, following a period of one terrible generation in the Soviet Union (from 1917 to 1940), the situation was perpetuated after the Second World War and even extended to a number of central European countries as a result of a second failure of European culture, namely that of national socialism, which still provides Moscow with an excuse for fear and paranoia to this day.

Nevertheless we cannot rewrite that particular chapter of history, however much we may wish to. What we can do is to draw together the threads of Our common history to form a single tapestry once again. That will take time, but it is worth all the effort. It could contribute to detente, even if we have to proceed with a formidable array of defences on both sides.

As I reflect here with you on the challenge Europe presents to us and return briefly to the characteristics of the governments of today, it occurs to me that, measured by the yardstick of history, we now have a generation which does its best to be open and frank with the people; we have governments which have a built-in aversion to authoritarian behaviour, which in order to obtain political support for their approach to administration do not wish to exploit the bogey of external enemies invented or exaggerated by themselves and which are aware of the long road that

lies before us if a genuine commonwealth of nations is to be achieved.

It is my impression that the younger generation now growing up in Europe, who are on the whole in agreement with the low-key and more modest approach adopted by their governments, will find a way to combine realism and idealism in an image of mankind which rejects doom-mongering and fatalism, while at the same time realising that the creation of an equitable society depends in the first place on the degree to which each individual considers participation worthwhile and to which each individual is considered a full member of that society.

It seems that people have always worried about the younger generation. My feeling is quite the opposite: I believe that it is the younger generation which will be the salvation of Europe. That is not the least of the reasons for my pleasure in being here with you today.

Thank you

